



# Le défi de la formation continue des enseignant·es

L'école actuelle est confrontée à de nombreux bouleversements liés à des facteurs externes (société, famille, crises diverses...) ou internes (réformes, rénovations, numérisation...). Notre petit canton n'est pas épargné par ces changements. Toutefois, la rapidité et la profondeur de ces modifications impactent profondément nos conditions de travail et questionnent sur le type de formation à laquelle nous avons été habitués depuis longtemps, à savoir une solide formation de base (actuellement bachelor HEP), puis une panoplie de formations obligatoires et facultatives en emploi.

En ce qui concerne les personnes qui sont engagées à temps complet sur la durée, ce système semble bien fonctionner. Au fur et à mesure de l'apparition de nouveaux moyens d'enseignement ou de changements de pratiques, ces collègues suivent des formations que nos autorités veillent (autant que faire se peut) à étaler dans le temps. Nous bénéficions aussi dans notre canton d'une pratique qui permet d'être formé·e en partie sur «temps école» lorsqu'il s'agit de formations obligatoires: le fameux 50/50. Mais il faut relever la pratique regrettable, liée à des mesures d'économie, qui consiste à réduire au maximum la part de formation obligatoire et à augmenter d'autant celle des modules facultatifs. Il faut aussi signaler que la charge de travail a fortement augmenté ces dernières années, ce qui rend plus difficile de trouver du temps et de l'énergie pour continuer à se former. Toutefois, les personnes engagées à temps complet ne représentent aujourd'hui plus qu'une petite minorité de l'effectif, et ceci à tous les niveaux de nos écoles.

Cette proportion d'enseignant·es à temps partiel continue d'ailleurs d'augmenter, et la pénurie qui s'annonce amène de plus en plus de personnes peu ou pas formées à enrichir nos effectifs. Pour tous·tes ces collègues, les formations représentent souvent une lourde charge, en très grande partie sur temps «hors école». Comment concilier vie privée, vie de famille et activité professionnelle (parfois dans des collèges ou dans des secteurs différents avec les exigences d'une formation sérieuse? À cette problématique s'ajoute une pénurie croissante de personnel enseignant. Dans la scolarité obligatoire, certains cantons mettent sur pied des «formations accélérées» pour intégrer rapidement des personnes sans formation pédagogique. Les HEP ont institué des systèmes appelés VAE (validation des acquis de l'expérience) permettant de réduire les temps de formation pour des personnes arrivant d'autres secteurs professionnels. Au niveau fédéral a été discutée la possibilité pour des personnes au bénéfice d'une maturité professionnelle d'entrer dans les HEP

sans examen préalable (ceci a été contesté par les syndicats). La CDIP a mandaté un groupe de travail pour réfléchir à mieux organiser l'entrée dans la profession et soutenir les débutant·es dans leurs premières années de pratique pédagogique. Dans cet épineux dossier ressort aussi très fréquemment la question de la pertinence des contenus. On constate que, malgré tous les écueils, la plupart des enseignant·es apprécie de pouvoir se former, de remettre à jour leurs connaissances, de découvrir de nouvelles pratiques et de faire évoluer leurs conceptions de l'enseignement. Malgré le stress et la fatigue, de nombreuses personnes en ressortent enthousiasmées, rafraîchies et motivées lorsque les contenus des formations sont pertinents, facilement mobilisables dans la vie quotidienne de l'école, adaptés aux élèves et de nature à faire évoluer positivement le travail avec la classe. Par contre, si les objectifs de formation sont peu clairs, si les intentions des autorités ne sont pas comprises, si les contenus sont trop éloignés de la pratique pédagogique,

alors les formations sont perçues comme un fardeau parfois insupportable.

## Pour l'instauration de vrais congés de formation

Nous n'avons pas le choix. L'accélération des changements dans notre société ne donne aucun signe de faiblesse. Nous devons nous adapter au mieux et poursuivre tous·tes ensemble la réflexion au sujet de notre formation, avec tous·tes les partenaires concerné·es. Serait-il envisageable d'innover, par exemple en accordant à chacune et chacun, quel que soit son pourcentage de travail, des «congés de formation» réguliers? Être pour un temps libéré·e de l'obligation d'enseigner pour retrouver le plaisir de développer ses compétences professionnelles? Et pourquoi pas?

Le SAEN se réjouit d'accueillir vos réactions à ce sujet et continuera de s'engager à l'avenir pour une formation de qualité qui n'épuise pas les enseignant·es!

*Pierre-Alain Porret, président du SAEN*

## La violence dans tous ses états

Les événements mis en lumière dans l'Éducateur d'avril dernier par Rémy Meury, secrétaire général du SEJ, ainsi que les témoignages des enseignant·es jurassien·nes ont ouvert le débat en terre neuchâteloise, au sein de notre comité. Il a ainsi été décidé que la violence à l'école serait le thème de notre après-midi pédagogique lors de la journée syndicale du 1er novembre prochain.

Les collègues jurassien·nes ne sont pas seul·es dans la galère. L'inquiétude face aux actes de violence grandit également dans les rangs neuchâtelois, car ces débordements sont l'œuvre de bourreaux très divers et prennent parfois des formes insidieuses et très différentes les unes des autres, difficiles à anticiper et à canaliser.

La violence, ce n'est plus «simplement» un·e enfant qui en tape un·e autre dans la cour à la récréation, ou un·e élève qui agresse verbalement un·e enseignant·e. La violence, c'est ce parent qui harcèle l'enseignant·e, qui se permet de juger ses (in)compétences professionnelles. La violence, c'est cette direction qui minimise la détresse de ses collaborateur·trices face à des actes inacceptables. La violence, c'est celui ou celle qui monte ses collègues les un·es contre les autres. La violence, c'est cet·te enseignant·e qui arrive au bout de ses forces et ravale sa colère pour ne pas craquer devant sa classe. L'école: ce royaume à la fois fabuleux et féérique, là où tout semble

possible et où il est malheureusement impossible de tout contrôler... L'école: cet endroit connu de tous·tes et que chacun·e se permet de juger et critiquer, puisque nous y avons tous·tes usé nos fonds de culotte...

L'école: cet endroit où la situation semble aujourd'hui nous échapper et où la solution miracle tarde à nous parvenir.

### Mettre tout le monde à l'abri

Il faut se rendre à l'évidence: face à des élèves violent·es, l'aide devient de plus en plus difficile à apporter. Les ressources humaines et financières manquent, encore, toujours.

Elle est pourtant indispensable et on salue les stratégies qui se développent aujourd'hui, comme les classes-relais ou les classes de remédiation, des organes qui peuvent temporairement, mais urgemment mettre à l'abri les camarades et les enseignant·es de ces élèves en décrochage social et comportemental.

Il s'agit ensuite de comprendre les mécanismes qui peuvent pousser ces enfants ou adolescent·es à des actes inacceptables. Puis il faut soigner, endiguer, prévenir, pour que la violence n'ait plus sa place.

### Face à l'autorité

Un phénomène assez nouveau également, c'est celui de la part de violence des parents dans le processus scolaire. Fini le temps où le respect de l'école faisait loi... Nous voici parvenu·es à l'ère de la contestation, de la remise en cause du système scolaire à tous les niveaux: on critique le programme, les planifications, les sorties, les devoirs, l'évaluation, les décisions, les sanctions...

L'autorité de l'école est remise en question par les parents, bien souvent devant leur progéniture, ce qui n'encourage pas la sérénité des petites têtes blondes, dont le cœur balance, évidemment, en porte-à-faux avec ce qu'elles en pensent et ce que leurs parents en disent. Sans un minimum de soutien au niveau parental, il de-

vient extrêmement laborieux de se sentir légitime dans sa classe. À moins d'un appui solide et infailible de la part des directions, la situation peut rapidement devenir ingérable.

### S'infliger de la violence

Sans vouloir chercher d'éventuel·les coupables, il arrive aussi que la violence s'installe au cœur même des enseignant·es. Cette forme de violence est particulièrement pernicieuse: vouloir légitimement «enseigner» plutôt qu'«éduquer» peut amener l'enseignant·e à d'abord se faire violence à lui ou elle-même, puis à retourner involontairement cette violence contre ses élèves. L'enseignant·e se sent de plus en plus mal dans sa classe, il·elle se «détruit» petit à petit, est irritable avec ses élèves, ne laisse plus rien passer, et devient lui ou elle aussi parfois violent·e verbalement.

Difficile de gérer les émotions qui nous envahissent et parfois nous submergent.

Vous constaterez que les débats qui nous seront offerts au mois de novembre promettent d'être denses et émotionnels. Nous vous attendons déjà nombreux·ses à notre Journée Syndicale, afin de réfléchir ensemble à un phénomène qui nous touche tous et toutes.

*Myriam Fachinetti*